



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

Documents officiels

Distr. générale
12 novembre 2014
Français
Original : anglais

Troisième Commission

Compte rendu analytique de la 18^e séance

Tenue au Siège, à New York, le vendredi 17 octobre 2014, à 15 heures

Présidente : M^{me} Mesquita Borges (Timor-Leste)

Sommaire

Point 64 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)


- a) Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)
- b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible au Chef du Groupe du contrôle des documents (srcorrections@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

14-62887X (F)



Merci de recycler 



La séance est ouverte à 15 h 5.

Point 64 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite)

a) Promotion et protection des droits de l'enfant (suite) (A/69/165, A/69/166, A/69/212, A/69/260, A/69/262, A/69/264 et A/69/394-S/2014/684)

b) Suite donnée aux textes issus de la session extraordinaire consacrée aux enfants (suite) (A/69/258)

1. **M. Mahmoud** (Égypte) dit que les enfants doivent figurer au centre du programme de développement pour l'après-2015 et que leur droit fondamental à l'éducation doit être réalisé. Il est indispensable de mieux coordonner le traitement des questions relatives aux enfants entre les gouvernements, les organisations régionales, les diverses institutions et les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme. L'Égypte se réjouit de la conclusion récente d'un accord de coopération entre la Ligue des États arabes et les Nations Unies visant à renforcer la protection des enfants en temps de conflit armé dans le monde arabe. L'Égypte a également fermement condamné les attaques contre les écoles à Gaza. Tous les actes de violence contre les enfants doivent être érigés en infraction criminelle et leurs auteurs doivent être poursuivis.

2. Grâce en partie à son partenariat de longue date avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Égypte n'a pas de retard dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. La législation égyptienne interdit toute forme de violence à l'égard des enfants et de nombreuses mesures ont été prises pour venir à bout de cette violence, notamment pour lutter contre le mariage d'enfants et la traite d'enfants. Saluant l'action du programme conjoint du Fonds des Nations Unies pour la population et de l'UNICEF sur la mutilation génitale féminine, il dit que l'Égypte intensifiera les mesures prises dans ce domaine. L'Égypte travaille aussi avec le secteur privé et avec la société civile pour remédier aux causes profondes du phénomène des enfants sans abri.

3. **M. Tafrov** (Bulgarie) dit que le Gouvernement bulgare investit dans une éducation et des soins de qualité pour tous les enfants, dans l'épanouissement de la première enfance, l'aide aux enfants handicapés et la lutte contre la violence à l'égard des enfants. Il

examine les moyens visant à éviter de placer des enfants de moins de 3 ans et des enfants handicapés dans des institutions et à réduire l'institutionnalisation en général par des mesures législatives et en travaillant avec les familles à risque. Des progrès appréciables ont été faits dans l'amélioration de la qualité des institutions qui accueillent des enfants. Son gouvernement est fermement convaincu que les droits de l'enfant doivent figurer au centre du programme de développement pour l'après-2015 et il continuera à travailler à une relance de l'action mondiale menée pour promouvoir et protéger les droits de l'enfant.

4. **M^{me} Louali** (Niger) dit que le Niger prend très au sérieux les engagements consignés dans la résolution 68/146 de l'Assemblée générale sur la petite fille et la résolution 68/148 sur les mariages d'enfants, les mariages précoces et les mariages forcés. Pour améliorer la scolarisation primaire des filles, le Niger a rendu l'enseignement primaire gratuit et obligatoire. Malheureusement, beaucoup de petites filles ne sont pas inscrites à l'école pour des raisons de sécurité ou en raison d'obstacles financiers, institutionnels ou culturels, tandis que celles qui sont inscrites à l'école primaire sont souvent démotivées, ou gardées à la maison pour y effectuer des tâches domestiques. Pour décourager le mariage de l'enfant, les mariages précoces et les mariages forcés, le Niger mène des activités d'ouverture sur la population avec l'aide de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-Femmes), des organisations non gouvernementales et la presse. La démarche suivie, face à la violence à l'égard des enfants, comprend des mesures pour lutter contre le mariage forcé, contre la violence à l'école et contre les mutilations génitales féminines. Le Niger a adopté des objectifs nationaux et des stratégies pratiques pour aider les enfants vulnérables, ce qui a pour effet d'améliorer l'inscription des enfants à l'état civil, de mieux lutter contre le travail des enfants et de prévenir la délinquance juvénile, la violence à l'égard des mineurs et l'exploitation des enfants.

5. **M. Do Hung Viet** (Viet Nam) dit que beaucoup reste à faire pour garantir l'exercice effectif des droits consignés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Le Viet Nam a intégré les dispositions de la Convention dans sa législation nationale et il applique un plan d'action national 2012-2020 pour éliminer les disparités de niveau de vie entre les enfants dans les différentes régions du pays et améliorer la qualité de la

vie des enfants. Le Viet Nam a réalisé l'objectif de scolarisation universelle et la parité des sexes dans l'école primaire, et il se rapproche de l'universalisation de l'enseignement dans le premier cycle du secondaire. Alors que son pays a beaucoup progressé dans la défense des droits de l'enfant, notamment de leur droit de recevoir des soins et d'être protégés, de donner leur avis, de participer à des activités sociales et d'être consultés dans les décisions prises, il reste encore beaucoup à faire pour venir à bout des mauvais traitements et des actes de violence dont sont victimes les enfants, éliminer la pauvreté et réduire la malnutrition. Pour que les pays en développement réalisent intégralement les droits de l'enfant, il faut augmenter l'aide publique au développement. À ce sujet, il exprime sa gratitude à l'UNICEF et aux nombreux autres partenaires internationaux pour l'aide qu'ils apportent, de longue date, à son pays.

6. **M. Waheed** (Maldives) dit que c'est le changement climatique mondial qui est la plus grave menace pesant sur les enfants dans son pays. Les Maldives sont l'un des premiers signataires de la Convention, elles ont été actives dans la négociation du troisième protocole facultatif, et le pays est profondément attaché au respect des normes internationales les plus rigoureuses concernant les droits des enfants. Au niveau national, les Maldives s'efforcent d'harmoniser leur législation avec les dispositions de la Convention et de ses protocoles, d'améliorer la législation existante et de remédier aux lacunes de celle-ci qui pourraient être constatées. Pour compléter les dispositions de protection des enfants, les autorités ont adopté une législation imposant des mesures plus rigoureuses punissant les actes de violence contre les enfants et la traite des personnes, par des lois comportant des dispositions s'appliquant expressément aux petites victimes. De nombreux enfants vivent dans des familles monoparentales et, surtout dans la capitale, dans des logements surpeuplés où ils sont exposés à des sévices physiques, à l'exploitation, à la toxicomanie, à la violence en bande et à diverses activités criminelles. Pour remédier à ces problèmes, le gouvernement a privilégié des mesures visant expressément la jeunesse et l'éducation. Tous les enfants sont inscrits à l'école primaire, où l'enseignement est gratuit, et cela jusqu'à la fin du secondaire, tandis que les enfants ayant des besoins spéciaux ont un accès propre à l'enseignement. En 2012, les Maldives ont créé leur première université. Pour conclure, il engage les membres de la

communauté internationale à travailler ensemble pour préserver les droits de l'enfant et son droit de vivre à l'abri de la violence.

7. **M^{me} Kupradze** (Géorgie) dit que son pays a récemment ratifié la Convention relative aux droits des personnes handicapées et a adopté un plan visant à assurer l'exercice des droits des personnes handicapées et notamment des enfants. Les amendements apportés à la loi de 2012 réprimant la violence familiale font de la violence à l'encontre d'un enfant ou d'un membre de la famille de l'enfant en sa présence, une circonstance aggravante. La stratégie nationale relative aux droits de l'homme pour la période 2014-2016 prévoit des dispositions tendant à améliorer le système éducatif, à développer les soins de santé et les services sociaux, à réduire la pauvreté et la mortalité infantile et à assurer la protection des enfants contre la violence. La Géorgie s'est dotée d'un plan d'action pour le bien-être et la protection des enfants et a pris des mesures visant expressément l'organisation, pour les enfants, de soins supplémentaires, moins coûteux et plus facilement accessibles, notamment par la création d'une caisse de solidarité qui, initialement, pourvoira au paiement des traitements coûteux des patients, avant tout des enfants, malades du cancer.

8. La Géorgie n'épargne aucun effort pour améliorer le sort des enfants déplacés, mais la seule solution durable pour les personnes déplacées dans le pays consiste à leur permettre de regagner leur domicile dans la sûreté et la dignité. Malheureusement, la situation dans la région occupée de la Géorgie s'est dégradée depuis les prétendues élections présidentielles. En Abkhazie et dans le Tskhinvali, les enfants sont privés de leur droit à la liberté de mouvement et à l'éducation dans leur langue maternelle. Les soldats russes stationnés le long de la ligne d'occupation empêchent les écoliers d'origine géorgienne de se rendre dans le territoire contrôlé par la Géorgie pour aller à l'école ou même pour recevoir des soins médicaux, ce qui dans certains cas leur a été fatal. Dans le territoire contrôlé par la Russie, certains enfants détenteurs de certificats de naissance géorgiens ont été expulsés de l'école maternelle. La Géorgie est prête à apporter sa contribution aux efforts internationaux pour assurer une protection plus efficace des enfants, en particulier en temps de conflit armé ou après un conflit.

9. **M^{me} Kamara** (Libéria) dit qu'après 10 années de paix et de développement, le Libéria protège les droits

des enfants, et c'est pour lui une priorité. Travaillant avec tous les acteurs, le Gouvernement a privilégié la mise en place des systèmes de protection des enfants, assurant l'accès à une éducation et des soins de santé de qualité à tous les enfants et à l'élimination de la pauvreté. En septembre 2011, la Loi sur l'enfance a été adoptée, qui définit les droits des enfants; plus récemment la Loi réprimant la traite des personnes et la Loi sur la réforme de l'éducation ont été adoptées.

10. Au Libéria, les femmes sont souvent victimes de violence sexiste. Avec l'aide des partenaires de développement des refuges ont été ouverts; le Gouvernement libérien a créé un tribunal pour enfants et un centre de rééducation, ainsi qu'une unité de protection de la femme et de l'enfant au sein de la Police nationale. Le Réseau de protection de l'enfance s'efforce d'appliquer les recommandations prioritaires du Comité des droits de l'enfant, et en 2013 le Gouvernement libérien a signé avec l'UNICEF un accord pour le financement d'un programme commun de protection des enfants jusqu'en 2017. Les politiques suivies et les mesures prises sont adaptées aux besoins des femmes et des filles, et des mesures ont été prises pour réduire les pratiques néfastes telles que les mariages d'enfants et les mariages précoces, ainsi que la mutilation génitale féminine. Avec le soutien de l'Union européenne et de l'UNICEF, le Libéria a institué des prestations en espèces en faveur des ménages vivant dans l'extrême pauvreté, c'est-à-dire près de 50 % de la population du pays.

11. L'épidémie d'Ebola a dévasté le tissu social et anéanti des progrès qui avaient été acquis à grande-peine, compromettant le système sanitaire déjà fragile et les progrès accomplis en matière d'éducation et de sécurité alimentaire, comme de viabilité économique. Le Libéria est reconnaissant à l'UNICEF et aux autres entités qui ont commencé à s'occuper du sort des orphelins.

12. **M. Elbahi** (Soudan) dit que le Soudan est partie à tous les instruments internationaux sur les droits des enfants. Il a participé au lancement de la campagne « Des enfants, pas des soldats » en mars 2014 et a accueilli du 13 au 16 octobre 2014 la Conférence régionale de l'Union africaine sur la traite et la contrebande des personnes dans la Corne de l'Afrique. Au niveau national, le Soudan a adopté de nombreuses mesures pour protéger les droits des enfants et notamment, tout récemment, un plan national pour protéger et promouvoir les droits de l'homme (2013-

2023); il continuera à travailler avec l'UNICEF et avec le bureau de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé, afin de promouvoir et protéger les droits de l'enfant.

13. En ce qui concerne les enfants en temps de conflit armé, le premier impératif est de mettre un terme au conflit en aidant les États à convaincre les rebelles de déposer les armes et de revenir à la table des négociations. La signature d'accords visant à mettre un terme au recrutement d'enfants ne suffit pas. Il est essentiel aussi de remédier aux causes profondes de ce phénomène en s'attaquant à la pauvreté et au changement climatique, en mettant un terme aux sanctions économiques unilatérales, en allégeant la dette, en renforçant l'assistance technique, en améliorant l'éducation et les soins de santé et en aidant les pays sortant d'un conflit à se relever. Les gouvernements doivent participer à tous les efforts déployés pour aider les enfants en temps de conflit armé, et de telles mesures doivent être prises dans une transparence complète en respectant la souveraineté nationale. Enfin, les rapports du Secrétaire général devraient éviter des libellés équivoques tels que la mention d'agresseurs portant des uniformes militaires, étant donné que les rebelles armés portent souvent des uniformes militaires qui ressemblent beaucoup à ceux des soldats de l'armée gouvernementale. Les rapports devraient ne présenter qu'une information précise et vérifiée, qui devrait être communiquée aux gouvernements avant publication.

14. **M^{me} Haile** (Érythrée) dit que son pays a atteint les objectifs du Millénaire pour le développement qui concernent la santé publique et, s'agissant de l'éducation, le pays construit des écoles dans les zones défavorisées et déploie des écoles mobiles à l'intention des populations nomades. Son pays s'occupe des enfants des rues et s'attache à placer les orphelins dans leur famille élargie et dans des maisons de groupe plutôt que dans de vastes institutions. La législation érythréenne réprime tous les crimes contre les enfants, et notamment la traite des enfants, la mutilation génitale féminine, le mariage précoce et le recrutement d'enfants dans les forces armées, ce qui est culturellement répugnant. L'Érythrée continuera à appliquer une démarche globaliste et multisectorielle pour son développement en partenariat avec le système des Nations Unies.

15. **M^{me} Karabaeva** (Kirghizistan) dit que les droits des enfants sont protégés par la Constitution et par le Code de l'enfance de 2012. La stratégie de protection sociale 2012-2014, au Kirghizistan, tient compte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et des dispositions des principaux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention relative aux droits des personnes handicapées. La stratégie nationale en matière de santé de la procréation protège les droits des enfants. Son pays est l'un des premiers de l'ancien bloc soviétique à avoir adopté les normes recommandées par l'Organisation mondiale de la santé concernant les naissances vivantes et la mortalité et, entre 2007 et 2013, il a ramené le taux de mortalité des moins de cinq ans de 35,3 pour 100 000 naissances vivantes à 23,5 pour 100 000 naissances vivantes. La ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées sera bientôt achevée. Les personnes handicapées représentent 2,6 % de la population kirghize et comptent 26 000 enfants.

16. La population kirghize est jeune et le pays attache une importance particulière à l'aide apportée aux familles. Il a créé plus de 40 centres de rééducation et de crise, ainsi qu'un centre de rééducation à l'attention des enfants des rues et des centres pour les enfants victimes de violence. En dehors d'un programme visant spécialement à réprimer la traite des personnes, en 2012 le pays a ratifié la Convention sur la protection des enfants et la coopération en matière d'adoption internationale, qui établit des moyens de prévenir l'enlèvement et la vente d'enfants.

17. **M^{me} Mogobe** (Botswana) dit que depuis l'adoption en 2009 de la Loi sur l'enfance, son pays a fortement investi dans l'éducation, dans l'équipement sanitaire général et dans l'accès aux soins. Il a considérablement augmenté les interventions en matière de santé maternelle et infantile, notamment par des vaccinations, des soins prénatals et postnatals, des suppléments alimentaires et la prévention de la transmission materno-fœtale du VIH. Cependant, malgré un accès relativement facile aux traitements antirétroviraux, les populations habitant les zones reculées continuent à présenter des taux inacceptables de mortalité infantile. Le Botswana continue à s'attaquer au problème du travail des enfants, à remédier au manque d'établissements pour les enfants handicapés et au manque de tribunaux des enfants ainsi

que d'avocats formés au règlement des questions juridiques affectant les enfants. Face à une insuffisance de ressources humaines et financières, le Botswana se tourne vers le système des Nations Unies et ses partenaires de développement en attendant la poursuite de l'aide fournie.

18. **M^{me} Mohammed** (Bahreïn) dit qu'en 2012 son pays a adopté pour la première fois une loi traitant expressément et de façon complète les droits et les devoirs des enfants. Avec l'adoption de cette loi, Bahreïn a atteint le niveau des pays développés en ce qui concerne la protection de l'enfant. Aux termes de cette loi, la protection et la défense des intérêts des enfants doivent être une priorité absolue dans toute décision ou toute action concernant les problèmes de l'enfance.

19. Le Centre de protection des enfants rend compte au Ministère du développement social et s'efforce de protéger les enfants contre toutes les formes de maltraitance et de délaissement, y compris les sévices sexuels et psychologiques. Ce centre offre des services psychologiques, sociaux et d'aide juridique, et s'efforce de maintenir les enfants dans leur famille autant qu'il est possible. Le Centre mobilise l'opinion concernant les droits de l'enfant et assure l'application des lois et des conventions concernant la protection des enfants. Le Centre reçoit des appels sur une ligne d'assistance téléphonique à l'intention des enfants, en dehors des appels que lui transfèrent les fonctionnaires de divers ministères, centres de sécurité et les services du Procureur général.

20. La Commission nationale de l'enfance a formulé une stratégie nationale qui aide les administrations à mettre au point et à renforcer des programmes de protection des droits de l'enfant. La Commission veille également à ce que les enfants soient protégés par la loi. Elle encourage une coordination entre les diverses administrations et les institutions privées travaillant avec les enfants et elle a amorcé une coopération avec les organisations arabes et internationales. Elle s'emploie aussi à créer une base de données détaillée sur les problèmes que rencontrent les enfants.

21. La Commission nationale de l'enfance a créé un système intégré pour répondre aux besoins des enfants, en partant de quatre principes : le droit à la santé et à la vie, le droit à l'éducation et au développement, le droit à la protection, le droit à la participation et à la non-discrimination. La stratégie nationale pour l'enfance

(2012-2016) sert de cadre général et repose sur le respect des droits de l'homme, l'égalité des sexes et l'intégration des personnes handicapées. La Stratégie bénéficie de la coopération avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'UNICEF et repose sur la législation pertinente et sur un certain nombre d'instruments internationaux, notamment la Convention relative aux droits de l'enfant. À ce sujet, elle rappelle que M^{me} Amal Salman Aldoseri, de Bahreïn, a été nommée membre de la Commission des droits de l'enfant pour la période 2013-2017.

22. **M. Nina** (Albanie) dit qu'en 2013 le Parlement albanais a adopté une résolution de portée historique sur les droits des enfants, qui prévoit notamment un contrôle parlementaire plus rigoureux sur les institutions publiques chargées de la protection des droits de l'enfant. Conformément à une nouvelle stratégie pour résoudre le problème de la scolarisation des enfants Rom, les certificats de naissance et de vaccination ne seront plus exigés et les enseignants s'adresseront aux parents de ces enfants pour leur rappeler la valeur de l'éducation.

23. Avec d'autres missions permanentes, sa délégation a organisé le 14 avril 2014 une manifestation parallèle pour célébrer l'entrée en vigueur du Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant sur une procédure de communication. Le Protocole facultatif reconnaît le statut juridique de l'enfant, et donc son droit à demander réparation pour la violation de ses droits, et il affermit le système international de responsabilisation pour les droits des enfants et fait obligation aux États Parties de mettre en place des voies de recours internes.

24. **M^{me} Shvydchenko** (Ukraine) dit que son gouvernement est soucieux de promouvoir et de protéger les droits de l'enfant, même dans des circonstances de plus en plus difficiles. Selon la Mission de suivi des droits de l'homme, en Ukraine, plus de 30 enfants ont été tués et 80 blessés dans l'Est du pays depuis l'occupation prorusse en avril 2014. Plus de la moitié des enfants dans la région de Donetsk et Luhansk ne vont pas à l'école. Le Ministère de l'éducation a retardé le début de l'année scolaire, et des téléenseignements sont offerts aux enfants du secondaire. Un peu plus de la moitié des candidats à l'admission à l'Université ont réussi. Un tiers des 275 000 personnes déplacées dans le pays sont des

enfants, et l'Ukraine fait tout pour faciliter leur scolarisation et leur assurer une aide psychologique.

25. Le Gouvernement ukrainien objecte fermement au programme lancé dans la Crimée occupée par la Fédération de Russie qui a pour but de faciliter l'adoption d'orphelins ukrainiens en Crimée par des citoyens russes. Ce programme est une violation flagrante des normes du droit international et notamment de l'Article 21 de la Convention relative aux droits de l'enfant, et de telles adoptions sont nulles et non avenues.

26. **M. Amoudokpo** (Togo) dit que le Gouvernement togolais investit généreusement dans l'éducation, qui est la base du futur développement. D'importantes initiatives, comme le recrutement et la formation de maîtres, la construction d'écoles de formation des maîtres, l'expérimentation de l'éducation intégratrice et des mesures visant à améliorer l'offre de formation technique et professionnelle ont été lancées. Le Togo a également pris des mesures pour augmenter la demande d'éducation, en éliminant les frais de scolarité à l'école maternelle et primaire, en réduisant de moitié les frais de scolarité secondaire pour les filles, en ouvrant des cantines scolaires dans les régions rurales pauvres et en distribuant des bourses, une aide financière et des trousseaux de fournitures scolaires aux enfants pauvres, notamment aux filles. Le Togo organise régulièrement des réunions de prise de conscience visant à modifier les comportements et les attitudes à l'égard de l'éducation parmi les groupes vulnérables que sont les filles et les enfants handicapés. Une ligne d'assistance téléphonique a été mise en place pour signaler des abus perpétrés contre des enfants, des campagnes de sensibilisation ont été menées pour lutter contre la violence sexiste, le phénomène des grossesses prématurées et du mariage précoce, et les autorités ont financé des établissements pour les enfants physiquement et mentalement handicapés. Malgré beaucoup de progrès, dans le secondaire les garçons sont beaucoup plus nombreux que les filles à terminer leurs études, et la scolarisation en milieu rural et les taux d'achèvement des études sont d'un tiers de ce qu'ils sont dans les zones urbaines. Réaffirmant la gratitude de son gouvernement pour l'aide bilatérale et multilatérale reçue de ses partenaires, il rappelle que M^{me} Suzanne Aho Assouma, du Togo, a été élue au Comité des droits de l'enfant.

27. **M. Aliyev** (Azerbaïdjan) dit que son gouvernement a créé un mécanisme de suivi pour renforcer l'exercice des droits de l'enfant. En outre, le Comité d'État pour les affaires de la famille, des femmes et des enfants a commencé à mettre en œuvre un programme national pour placer dans des familles les enfants actuellement accueillis dans des établissements publics, et il a établi une banque de données électroniques sur l'information relative à l'exercice des droits de l'enfant. La mortalité infantile a diminué, grâce à l'élimination de la poliomyélite, aux progrès dans l'élimination du paludisme et à la réparation, la rénovation et la construction de centres de soins médicaux pour les enfants. Tous les citoyens ont droit à l'éducation gratuite jusqu'au secondaire, et de nombreuses écoles maternelles et jardinières d'enfants ont récemment été construites ou réparées.

28. L'Azerbaïdjan est un pays qui a souffert des graves conséquences de l'agression, qui l'ont amené à condamner fermement toutes les violations du droit humanitaire affectant les enfants dans les situations de conflit armé. À ce sujet, il réitère la demande formulée dans la résolution 67/177 de l'Assemblée générale dont l'Azerbaïdjan a été l'un des principaux auteurs, relative aux personnes portées disparues, tendant à ce que les États attachent la plus grande importance possible aux affaires des enfants portés disparus à l'occasion de conflits armés et prennent les mesures appropriées pour les rechercher et les identifier, avant de les réunir à leur famille.

29. **M. Madut** (Soudan du Sud) dit que son gouvernement est très attaché au bien-être des enfants, qui représentent plus de la moitié de la population du pays. La Loi de 2008 sur l'enfance les protège des pratiques néfastes telles que l'exploitation dans le travail, la mariage précoce et la circoncision forcée. Cette loi rend également obligatoire l'éducation primaire et donne aux parents un choix entre les écoles publiques et les écoles privées. Entre 2006 et 2009, le taux d'alphabétisation des jeunes est passé de 28 % à 40 %; et grâce à la volonté politique de promouvoir l'égalité des sexes et d'autonomiser les femmes, les filles représentent maintenant environ 60 % des enfants des écoles. Cependant, il reste beaucoup à faire pour améliorer la couverture, l'efficacité, l'égalité, la qualité et la pertinence de l'enseignement. Des années de conflit ont retardé la formation des maîtres, et de nombreux enseignants ont fui ou sont déplacés dans le pays. Un grand nombre d'enfants n'ont jamais été

scolarisés ou ont été contraints de quitter l'école par la guerre civile. Lors de leur réinscription, ces enfants sont souvent trop âgés, en particulier les filles, et abandonnent les études. Avec la reprise récente du conflit, les enfants sont une fois de plus déplacés vers des régions où l'accès à l'enseignement scolaire n'est pas assuré.

30. En juin 2014, son gouvernement a réaffirmé sa volonté d'appliquer le plan d'action visant à mettre un terme au recrutement et à l'utilisation d'enfants par les forces armées gouvernementales. En fait, la démobilisation et la réinsertion des enfants soldats ont commencé bien avant l'accord de paix global de 2005 et le recrutement d'enfants est interdit par la Loi sur l'enfance. Son gouvernement demande à la Représentante spéciale du Secrétaire général pour le sort des enfants en temps de conflit armé de condamner le recrutement flagrant et l'utilisation d'enfants par les forces rebelles.

31. **M^{me} Ndayishimiye** (Burundi) dit que les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant ont été pleinement intégrées dans le droit interne du Burundi, qui prévoit la gratuité de la scolarité pour tous les enfants et la gratuité des soins pour les femmes enceintes et pour les enfants de moins de 5 ans. Des mesures supplémentaires pour assurer le bien-être des enfants comprennent une politique nationale de protection de l'enfance, une stratégie nationale pour améliorer le sort des enfants des rues, des normes minimales pour le fonctionnement des institutions prenant soin des enfants, des amendements au Code du travail et une loi réprimant la violence sexuelle. Le Burundi a aussi mis en place un système de justice pour enfants, un comité de coordination sur la protection des enfants, des groupes de travail sur les diverses questions que soulève le bien-être des enfants, un forum national de l'enfance et des comités de protection de l'enfant dans la plupart des provinces. Plusieurs des difficultés qui se présentent au Burundi, comme les enfants des rues, les ménages ayant à leur tête un enfant, les orphelins de guerre, la pauvreté et la pandémie de sida ont été aggravées, ou même créées, par la guerre civile. Avec l'aide de l'UNICEF, le Burundi cherche à démobiliser et à assurer la réinsertion des enfants soldats dans un programme global de désarmement, démobilisation et réinsertion.

32. **M^{me} Bardaoui** (Tunisie) dit que le Gouvernement tunisien s'emploie à promouvoir les droits de l'enfant et à abattre les obstacles culturels et socioéconomiques

à l'exercice de ces droits. Les droits de l'enfant sont protégés par le Code de la protection de l'enfance depuis 1995, mais ils ont trouvé leur place dans la nouvelle Constitution qui, notamment, rend l'éducation gratuite et obligatoire jusqu'à 16 ans. En Tunisie, 97 % des enfants d'âge scolaire sont inscrits à l'école et le pays a été invité à être un pays champion de l'Initiative mondiale du Secrétaire général pour l'éducation avant tout. La Tunisie augmentera néanmoins son action en faveur du bien-être des enfants, en particulier pour éliminer les disparités qui persistent entre les villes et les campagnes.

33. **M^{me} Picco** (Monaco) dit qu'ayant ratifié le troisième protocole à la Convention en septembre 2013, Monaco est fier d'être partie à tous les instruments internationaux relatifs aux droits des enfants. Monaco apporte une contribution à l'UNICEF et accueille également de nombreuses ONG travaillant pour des enfants, comme l'Association mondiale des amis de l'enfance, créée à l'instigation de la Princesse Grace.

34. Elle appelle les États Membres à redoubler d'effort pour protéger et promouvoir le droit de tous les enfants conformément à la lettre et à l'esprit de la Convention. Particulièrement préoccupée par les droits des enfants en temps de conflit armé, elle condamne la prise comme cible d'écoles et d'hôpitaux et l'utilisation d'enfants comme boucliers humains, et elle souligne aussi qu'il faut contribuer à la réinsertion sociale des ex-enfants soldats par l'éducation et la formation professionnelle. Au moment de définir le programme de développement pour l'après-2015 il est essentiel de dégager les enseignements acquis, et notamment, en particulier, le rapport Machel sur l'impact des conflits armés sur les enfants (A/61/299).

35. **M. Šćepanović** (Monténégro) dit que son pays se réjouit de l'entrée en vigueur du troisième protocole facultatif à la Convention qu'il a ratifié en 2013, et soutient fermement la campagne « Des enfants, pas des soldats ». En 2013, avec l'assistance technique de l'UNICEF et du PNUD et le soutien financier de l'Union européenne, le Monténégro a lancé une campagne de recrutement de parents nourriciers, qui a augmenté de 40 % le nombre d'enfants placés dans des foyers d'accueil sans parenté directe avec eux, ce qui réduit ainsi la nécessité de placer des enfants dans des établissements spécialisés. Grâce à une autre campagne soutenue par l'UNICEF, le nombre d'enfants handicapés allant à l'école primaire a augmenté,

passant de moins de 70 à 3 600. Dans le domaine de la justice pour mineurs, le Monténégro est reconnu comme chef de file, dans la région, pour son utilisation des médiations entre jeunes victimes et délinquants.

36. **M. da Cruz** (Angola) dit que son gouvernement s'attache à assurer l'exercice des droits proclamés dans la Convention comme dans la Constitution angolaise. Pour encourager l'inscription à l'état civil, l'Angola a éliminé le droit prélevé à cette occasion et créé des centres d'inscription dans les maternités et dans les administrations municipales. L'Angola a fortement réduit la mortalité néonatale, infantile et maternelle ainsi que le nombre de décès d'enfants dus au paludisme. Cependant, il faut augmenter l'action menée pour réduire le nombre très élevé d'accouchements qui ne sont pas assistés par du personnel médical qualifié, ainsi que pour lutter contre la tuberculose, le sida, la trypanosomiase et aussi pour éviter la prolifération des médicaments de contrefaçon. Pour améliorer l'accès aux services sociaux, en particulier dans les campagnes, l'Angola a adopté une stratégie officielle de lutte contre la pauvreté et contre la violence à l'égard des enfants et a créé récemment un réseau national de protection de l'enfance. À la suite de sa récente ratification de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et de son protocole facultatif, l'Angola a adopté une stratégie nationale d'insertion sociale des enfants handicapés.

37. **M. Zulu** (Zambie) dit que son gouvernement appelle tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à intégrer dans leur droit interne la Convention relative aux droits de l'enfant dans sa totalité. Le Gouvernement zambien travaille à un Code de l'enfance à cette fin. La Zambie a également adopté ou amendé la législation pour améliorer l'application des programmes de survie, d'épanouissement et de protection des enfants, et le Gouvernement travaille avec des ONG pour renforcer les systèmes de promotion et de protection des droits de l'enfant.

38. Dans le domaine de l'éducation, la Zambie a construit de nouvelles écoles, supprimé les frais de scolarité primaire, permis aux filles qui avaient dû quitter l'école en raison d'une grossesse d'y revenir et inclus des cours sur les droits de l'homme dans les programmes scolaires. Ces efforts ont permis des progrès réguliers dans la scolarisation, les taux d'achèvement des études et la parité entre garçons et filles dans le primaire. Pour élargir l'accès à un enseignement supérieur de qualité, la Zambie a

commencé la construction d'universités publiques dans chacune de ses 10 provinces. La Zambie a éliminé la poliomyélite et a notablement réduit la morbidité et la mortalité dues à la rougeole, mais malgré des succès dans la lutte contre les autres grandes causes de mortalité néonatale et infantile, de nombreux enfants continuent à mourir du paludisme et, de plus en plus, du sida. En fin de compte, pour assurer le bien-être des enfants, il faut éliminer la pauvreté. C'est pourquoi la Zambie, où 60 % des ménages vivent en-dessous du seuil de pauvreté, applique des mesures telles que des prestations sociales, un dispositif de transfert en espèces, des programmes d'émancipation économique des femmes, un programme de bourses d'études et des distributions de repas scolaires.

39. **M. Tupouniua** (Tonga) dit que les Tonga ont ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant en 1995 et créé en 1997 un comité de coordination pour l'enfance. Le plan stratégique de développement le plus récent fait une place importante à la santé et à la nutrition des enfants. Les Tonga, de façon générale consacrent plus de fonds publics à l'éducation qu'à tout autre secteur et le taux d'alphabétisation des enfants est élevé; presque tous les enfants terminent l'école primaire et dans la grande majorité poursuivent des études secondaires. S'agissant du cyberharcèlement, les Tonga ont organisé un atelier sur la question en août ainsi qu'un programme et des consultations avec les principales parties prenantes.

40. En outre, les Tonga sont profondément préoccupées par le changement climatique. Comme le reconnaît le document issu de la Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, les enfants, plus que d'autres groupes, sont susceptibles de subir les effets négatifs du changement climatique.

41. **M^{me} Urruela Arenales** (Guatemala) dit que bien que son pays ne soit plus en état de guerre, les Guatémaltèques connaissent trop bien les souffrances des enfants en temps de conflit armé. La guerre civile a fait place à un état de violence armée, souvent lié à la criminalité transnationale organisée, au trafic illicite d'armes et de drogues. Les groupes criminels recrutent des enfants et des adolescents pauvres et utilisent les armes laissées après la guerre civile ou acquises légalement ailleurs et transportées au Guatemala. Des ressources qui pourraient être consacrées au développement, et notamment à l'éducation et à la santé des enfants, doivent au contraire être affectées

aux opérations de police. Aucun pays ne peut avec succès résoudre un ensemble aussi complexe de problèmes à lui tout seul, et moins encore un pays en développement; le Guatemala accueille donc avec une satisfaction particulière l'adoption du Traité sur le commerce des armes.

42. Les technologies de l'information et des communications peuvent constituer d'excellents instruments de développement et sont de plus en plus utilisés dans l'éducation; il est essentiel d'améliorer l'accès à ces technologies dans les pays en développement. Il faut aussi s'occuper du changement climatique, qui cause des sécheresses prolongées qui compromettent le bien-être des Guatémaltèques de tous les âges. Son gouvernement continuera à s'efforcer d'assurer une nutrition adéquate aux enfants, donner à tous l'accès à l'école primaire et réduire la mortalité néonatale.

43. **M^{me} Smaila** (Nigéria) dit que son pays a ratifié et intégré dans son droit interne tous les principaux instruments internationaux relatifs aux droits des enfants. Le Nigéria condamne les crimes odieux commis par le groupe terroriste Boko Haram; le Nigéria utilise toutes les ressources disponibles pour venir à bout de ce groupe et pour ramener vivantes à leur domicile les collégiennes enlevées à Chibok. Son gouvernement applique un programme détaillé pour aider et autonomiser les collectivités locales, notamment en améliorant la sécurité des établissements scolaires dans les États sous état d'urgence et travaille avec les États pour déterminer d'autres facteurs de vulnérabilité. Le Nigéria s'efforce de déradicaliser les extrémistes par des interventions dans les prisons, par une formation professionnelle et pour améliorer les résultats scolaires dans les foyers extrémistes et ouvrir aux jeunes de nouvelles possibilités d'avenir et les rendre moins vulnérables au recrutement. Le Nigéria est reconnaissant aux Nations Unies et à la communauté internationale de l'aide apportée et travaillera sans relâche avec tous les acteurs pour lutter contre le mouvement de rébellion.

44. **M. Gaddi** (Observateur de l'Ordre militaire souverain de Malte) dit que l'Ordre de Malte aide à protéger, éduquer et nourrir les enfants dans le monde entier. En Ouganda par exemple, l'Ordre a créé un centre nutritionnel très efficace à l'Hôpital Maracha; au Cambodge, où il travaille avec les autorités sanitaires locales et des organisations partenaires, il a pu réduire de moitié le taux de mortalité infantile dans

une province. En Israël, son Hôpital de la Sainte-Famille, ouvert à tous sans exception d'origine, de religion ou de revenu, offre des services de maternité et de soins néonataux modernes à la population de Bethléem. En Syrie, l'Ordre aide non seulement les mères et les petits enfants en difficulté, mais a également ouvert une école dans le district frontalier qui scolarise plus d'un millier d'enfants, et il offre aux enfants réfugiés se trouvant en Turquie des cartables, des cahiers, des crayons et un repas chaud tous les jours.

45. **M^{me} Tougas** (Observatrice du Comité international de la Croix-Rouge), examinant la question de la violence sexuelle contre les enfants en temps de conflit armé, dit que ces enfants peuvent être exposés à une violence sexuelle comme victimes, comme témoins ou comme participants forcés. Les garçons et les filles peuvent avoir une expérience différente à cet égard et ont donc des besoins différents. Les enfants nés d'un viol sont particulièrement vulnérables aux abus, à l'abandon ou à d'autres formes de maltraitance. Toutes les victimes ont besoin d'un accès sans entrave à des services essentiels, notamment médicaux et psychosociaux, d'éducation et de moyens d'existence. Pour surmonter le tabou social qui les empêche de demander de l'aide, ces enfants doivent recevoir une assurance intégrale de soutien et de protection contre les représailles, l'exclusion et les menaces. Ils doivent également avoir accès à des voies de recours légales ou administratives. La prévention de la violence sexuelle contre les enfants et l'action à entreprendre supposent un dialogue avec toutes les parties au conflit.

46. À la trente et unième Conférence internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, de nombreux États se sont engagés sur un plan d'action comportant des mesures spécifiques pour assurer la conformité avec le droit humanitaire international relatif à la violence sexuelle contre les enfants dans les situations de conflit armé. Aux termes du droit humanitaire international, tous les États sont tenus de réprimer, d'ériger en infraction criminelle et d'enquêter de manière efficace, ainsi que de poursuivre le recrutement illégal ou l'utilisation illégale d'enfants durant les hostilités et les affaires de violence sexuelle contre les enfants, quelle que soit la partie au conflit qui en est responsable. Pour prévenir de manière plus efficace et intervenir en cas de violence sexuelle durant un conflit armé, les États doivent renforcer leurs

compétences et leurs capacités par des campagnes de sensibilisation et de formation. Ils doivent également veiller à ce que les victimes reçoivent les soins médicaux et l'assistance psychosociale et juridique appropriées et doivent les protéger contre de futurs actes de violence sexuelle en venant à bout du recrutement ou de l'utilisation illégale d'enfants et en tenant leurs auteurs responsables de leurs actes.

47. **M. Rakofsky** (Fédération de Russie), exerçant son droit de réponse, se déclare choqué par le cynisme manifesté par le représentant de l'Ukraine qui a tenté de représenter faussement comme actes criminels les efforts que fait la Fédération de Russie pour assurer la sécurité des enfants. Des dizaines d'enfants sont morts, non pas en raison d'une inexistante agression russe, mais par suite de bombardements ukrainiens d'artillerie et de roquettes sur des cibles civiles, notamment des écoles primaires et maternelles.

La séance est levée à 18 h 5.